

Études internationales

Études
internationales

HAUBERT, Maxime (dir.). *L'avenir des paysans -Les mutations des agricultures familiales dans les pays du Sud*. Paris, Presses universitaires de France, Coll. « IEDES -Tiers Monde », 1999, 187p.

José Havet

Volume 31, numéro 4, 2000

De la SDN à l'ONU : Raoul Dandurang et la vision idéaliste des relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704229ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704229ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Havet, J. (2000). Compte rendu de [HAUBERT, Maxime (dir.). *L'avenir des paysans -Les mutations des agricultures familiales dans les pays du Sud*. Paris, Presses universitaires de France, Coll. « IEDES -Tiers Monde », 1999, 187p.] *Études internationales*, 31(4), 770–773. <https://doi.org/10.7202/704229ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

être recherchées, comme la création d'associations communes, la mise en évidence des valeurs partagées et des intérêts communs, les expériences de solidarité. Mary Anderson propose aussi un cadre analytique, qui fournit des propositions d'actions efficaces, selon les situations considérées. L'aide internationale est directement concernée par la guerre, notamment par les vols des guerriers en vue d'acheter des armes, le renforcement de l'économie de guerre, les effets de distribution sur les revenus, la légitimation de certains clans par la réquisition de biens. Sans précaution suffisante, l'aide peut parfois renforcer le pouvoir des hommes de guerre. Il faut prendre soin de la fourniture des biens, éviter de les abandonner à ceux qui continuent la guerre à des fins personnelles et chercher à réduire les niveaux de menace et de coercition par un usage négocié de l'aide. Il faut d'abord bien saisir le contexte du conflit, mesurer les capacités locales de la paix et chercher à comprendre ce qu'il ne faut pas faire.

La deuxième partie sélectionne plusieurs cas significatifs de conflits. Ainsi, sont analysés la reconstruction des foyers au Tadjikistan (avec l'aide de la Croix-Rouge, du Haut Commissaire des Nations Unies aux réfugiés et d'organisations non gouvernementales), le Programme pour la paix au Liban pour sauver les enfants pendant la guerre civile (UNICEF), la dissémination des normes de conduite humanitaires au Burundi (Croix-Rouge), la paix contre la pauvreté en Inde et la réhabilitation de villages en Somalie.

La troisième partie, très courte, est une conclusion qui met en évidence les points sur lesquels plus d'in-

formation pour la préparation à la décision des agences non gouvernementales semble nécessaire. L'aide internationale peut jouer un rôle important pour la paix. Elle apprend qu'il existe aussi des solidarités à l'échelle de la région, de la nation et du monde.

Cet ouvrage est intéressant pour les informations « de terrain » qu'il fournit. Cependant, la partie analytique paraît parfois insuffisante, notamment parce qu'elle ne décèle guère les fondements mêmes de la guerre et les facteurs économiques de celle-ci. En outre, le recueil d'expériences est certainement utile, mais dans nos sociétés, « le passé ne se renouvelle jamais pareil à lui-même ». Sans une grille solide d'interprétation, il est difficile de généraliser les informations recueillies, pour en faire des normes de conduite. Il est vrai que dans ce domaine, les théoriciens et les analystes ne se bousculent pas pour faire la lumière. C'est pourquoi ce livre est utile, car il pose sans doute une très bonne question. Et bien poser une question, c'est déjà se préparer à lui trouver une solution.

Jacques FONTANEL

*Faculté de Droit
Université Pierre Mendès France, Grenoble*

L'avenir des paysans – Les mutations des agricultures familiales dans les pays du Sud.

HAUBERT, Maxime (dir.). Paris, Presses universitaires de France, Coll. « IEDES – Tiers Monde », 1999, 187 p.

Il a été fréquemment souligné, d'une part, que les idiosyncrasies et différences locales sont innombrables dans le monde paysan et, d'autre part,

que faire des prédictions constitue toujours, dans les sciences sociales, un exercice intellectuel dont la valeur scientifique est fort discutable. Et que ce sont néanmoins de tels exercices qui permettent à l'économie d'être nettement la discipline la mieux institutionnalisée dans ces mêmes sciences, et ce, au point de former presque à elle seule la base sur laquelle repose la légitimité académique de l'étude du développement international. Des réflexions de ce type – réflexions qui, certes, restent ici par trop schématiques – viennent inévitablement à l'esprit lorsqu'on aborde un ouvrage portant non seulement sur les « paysans ... des pays du Sud », mais en outre sur leur « avenir » et « le rôle fondamental (qu'ils pourraient) jouer dans la vie économique (de ces pays) » (titre et texte à l'endos de la couverture).

En un mot, le propos du livre peut paraître exagérément ambitieux. Mais que le lecteur soit rassuré : malgré son ampleur et les limites qu'imposent la relative brièveté de l'ouvrage et – peut-être – le fait qu'il soit « compilé », il est des plus instructifs, reste toujours rigoureux et cohérent, est écrit avec soin et ne verse aucunement dans une futurologie gratuite ou facile.

Il contient huit chapitres de longueurs presque égales, les quatre premiers regroupés sous le titre « Des évolutions contrastées », les quatre derniers sous « Les conditions de survie et de développement » ; et Maxime Haubert signe d'excellentes « Introduction » et « Conclusion » (ainsi qu'un chapitre). Les thèmes abordés se rapportent fort strictement aux « paysans du Sud » (sauf un chapitre historique traitant de l'Europe) et vont des réfor-

mes agraires à l'impact de la libéralisation des échanges, de la révolution verte aux développements à la base et de l'articulation au marché à la mise en place de dispositifs d'appui à l'agriculture paysanne.

Les analyses sont de type macro, globalisantes et plutôt théoriques, bien que les textes s'appuient sur de nombreuses références empiriques. La question sous-jacente qui préoccupe tous les auteurs est de se demander si « ..., les mutations que connaissent ces pays, l'exode rural et des politiques discriminatoires paraissent conduire inéluctablement leurs sociétés paysannes à une plus ou moins rapide et violente décomposition (, alors que ces) sociétés ... recèlent des potentialités considérables, dont la valorisation est indispensable pour tout véritable développement ». (endos de la couverture)

Tels que les thèmes le suggèrent, les économistes sont surreprésentés parmi les sept auteurs se partageant la rédaction du livre : ils sont trois, auxquels s'ajoutent deux géographes et deux sociologues (dont Maxime Haubert) qui insistent fortement sur la pertinence des variables économiques, ce qui renvoie aux considérations liminaires de ce compte-rendu. Plus spécifiquement, ce qui ne peut que frapper est l'absence d'anthropologues (et de sociologues ruraux d'orientations diverses) considérant, d'abord, la place centrale que ceux-ci ont occupée – et continuent d'occuper – dans l'étude des sociétés paysannes et, ensuite, la préoccupation sous-jacente à l'ensemble de l'ouvrage. En ce sens, il est caractéristique que les huit chapitres, pour sophistiqués qu'ils soient, sont en réalité moins

préoccupés par la société paysanne en tant que telle que par des considérations d'agriculture, de production ou de marché. Cependant, il faut voir dans ce commentaire plus une caractérisation générale de l'orientation de l'ouvrage qu'une critique en soi, bien que l'idée que la viabilité des sociétés paysannes des pays du Sud ait avant tout une dimension économique pose ici certains problèmes, entre autres de niveau d'analyse et d'individualisme méthodologique. Quoi qu'il en soit, dans un sujet aussi vaste, des choix devaient être faits.

Comme de coutume dans des ouvrages de ce type, surtout lorsqu'ils sont « compilés », il n'est pas aisé de rendre compte de la diversité et de la richesse des idées qu'ils présentent. Les points qui suivent ne peuvent donc être qu'une sélection arbitraire parmi celles-ci, sélection qui se veut avant tout représentative d'un type dominant d'analyse et de certaines de leurs variables clés. Ainsi, il est souligné que la crise de la dette et la diminution drastique des interventions de l'État ont mené à une privatisation plus prononcée des terres ainsi qu'à une « vérité des prix » tant dans les zones agricoles proprement dites qu'en dehors de celles-ci. Ces interventions de l'État étaient de fait liées aux intérêts de groupes dominants et les paysans se trouvaient subordonnés tant à l'État qu'à de grandes entreprises, l'exemple le plus typique de cette situation étant les fortes pressions exercées par les caisses de stabilisation sur les producteurs agricoles. En conséquence, le retrait de l'État a été au début accueilli souvent favorablement. Mais la question est de savoir si ce retrait a permis une « révo-

lution libérale » et a donné la priorité au producteur. En général, la réponse est négative étant donné, entre autres, des systèmes fiscaux discriminatoires, des intermédiaires abusifs ou inefficaces et le maintien de subventions alimentaires favorisant les populations urbaines. Cependant, dans la mesure où il a pu se réaliser effectivement, le retrait de l'État a été bénéfique, particulièrement dans le cas de régimes prédateurs et répressifs tels ceux du Zaïre ou de l'Indonésie ; mais aussi, par exemple, en Chine où « la réhabilitation de l'exploitation familiale engagée à partir de 1979 a permis d'accroître de 25 % les disponibilités par tête de grains et provoqué un essor sans précédent des autres productions (élevage, fruits et légumes, etc.) » (pp. 66-67). Ces changements ont malheureusement été accompagnés d'un processus de stratification sociale accrue, processus marqué par des dérapages tels des envolées des prix à la consommation, des fragmentations dans les marchés et des comportements spéculatifs des négociants (p. 67). Le livre illustre abondamment ce type de « dérapages » ; et se veut ainsi « un plaidoyer pour des agricultures familiales et paysannes, ... agriculture(s) qui (ont) constitué la base ... de ... révolutions agricoles (successives) ... et donc de l'industrialisation et plus généralement du progrès économique, social et politique » (p. 172).

En somme, l'ouvrage est une excellente synthèse de l'histoire récente des agricultures familiales dans les pays du Sud, et une analyse sophistiquée, mais spécifiquement économique, des défis qu'elles confrontent. Il est une mine des plus intéressantes

d'idées et de références à des situations concrètes qui peuvent stimuler tant les spécialistes que les non-spécialistes ; en ce sens, il faut regretter que le livre n'ait aucun index, mais il s'agit là d'un défaut mineur de cet ouvrage de portée générale et de grande qualité.

José HAVET

*Département de sociologie
Université d'Ottawa, Canada*

The Future of Development Assistance: Common Pools and International Public Goods.

KANBUR, Ravi, Todd SANDLER
(with Kevin M. MORRISON). Washington, DC., Overseas Development Council, 1999, x-106 p.

L'aide internationale est souvent inefficace pour promouvoir le développement économique et réduire la pauvreté. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet échec, mais pour Kanbur et Sandler l'absence d'appropriation des projets et programmes de développement par les pays récepteurs et l'insuffisante coordination entre les donateurs constituent deux causes déterminantes. Or, les gouvernements des pays en développement sont, dans le meilleur des cas, en position d'obtenir des pays riches une aide internationale, sans pour autant convaincre leur population de l'intérêt de la stratégie engagée. Avec le triomphe de l'économie de marché, la « fin de l'histoire » a été annoncée, mais la pauvreté a renforcé ses positions géographiques aux pays en transition.

Pour les auteurs, il faut donc développer l'idée du partenariat. Les pays receveurs doivent d'abord développer leur propre stratégie de déve-

loppement, leurs programmes et projets, en consultation avec l'ensemble de leur population. Ensuite, ils devraient présenter leur plan aux organismes ou pays donateurs, lesquels apporteraient un financement sur la base d'un pool commun. Ainsi, le financement international participerait directement au développement économique du pays, selon des règles déjà clairement précisées. En fait, les aides seraient fondées à la fois sur le plan de développement global du pays et sur les projets à mettre en place pour la réussite du premier. Ainsi, les politiques de développement des pays les plus pauvres gagneraient en cohérence.

Ensuite, l'économie mondiale suit un processus de mondialisation rapide et les pays sont de plus en plus interdépendants. Dans ces conditions, l'aide devrait servir aussi à développer les biens publics internationaux, qui se caractérisent fondamentalement par le fait que les investissements des organismes publics concerneraient plusieurs pays. Ainsi, la réduction de la pollution de l'air et la recherche sur les vaccins présentent les caractéristiques d'un bien public, dont le prix est difficilement défini par le marché. Or, les maladies endémiques constituent l'un des maux essentiels du sous-développement. Dans ces conditions, l'aide internationale peut, partiellement au moins, s'appliquer à ce type d'opération, qui intéresse l'ensemble des peuples, développés ou pas. Dans de nombreux cas, les pays riches souhaitent se doter d'un bien public qui peut, sans pour autant être payé par les plus pauvres, leur être aussi accordé du fait même de l'indivisibilité du bien et de son absence de rivalité à son utilisation. Dans ce cas, des